



L'Église Unie
du Canada
Conseil général

CG45 FSLDW01 Élaboration d'une théologie de l'après-Gaza pour l'été 2025

Date réelle du document: juin 22, 2025

Source : Comité sur la justice, la mission et la présence du Conseil général de Fundy–St. Lawrence Dawning Waters et du Conseil général Bermuda–Nova Scotia

1. Quel est l'enjeu? Pourquoi cet enjeu est-il important?

Nous avons assisté en temps réel à un génocide contre la population de Gaza – une atrocité qui a remis en question notre moralité, notre éthique et, en fin de compte, notre **théologie**. En regardant les horreurs qui se produisent, beaucoup d'entre nous se sont rendu compte que l'ordre international fondé sur des règles ainsi que de nombreuses conceptions théologiques apparues après la Seconde Guerre mondiale étaient aujourd'hui ensevelis sous les décombres de Gaza.

D'un point de vue théologique, certaines personnes reconnaissent que le peuple de Palestine lutte depuis longtemps contre le sionisme, le sionisme chrétien, l'apartheid, le nationalisme chrétien et une acceptation bien ancrée du projet colonial israélien soutenu par les puissances occidentales.

Les Églises palestiniennes nous demandent de les soutenir, notamment en collaborant avec elles ainsi qu'avec d'autres Églises et groupes interreligieux qui le souhaitent pour élaborer une nouvelle compréhension théologique de l'après-Gaza, qui renvoie les personnes de foi à la vision de Michée 6, 8, soit de respecter les droits des autres, d'aimer agir avec bonté et de suivre avec humilité le chemin que Dieu indique.

2. Quelle est la situation actuelle?

Au cours des derniers mois, le monde a vu la population de Gaza souffrir de la famine et de la propagation de maladies. L'ampleur de la mortalité et de la dévastation ne peut être qualifiée que d'apocalyptique. Alors que cette proposition est communiquée aux conseils régionaux, le cessez-le-feu a été rompu et Israël a bloqué l'aide humanitaire à Gaza. En Cisjordanie, la population palestinienne est victime de nettoyage ethnique, en plus d'être soumise à des entraves sérieuses à la liberté de mouvement et de faire face à une augmentation du nombre de terres confisquées et de démolitions de propriétés. En outre, la violence des colons a augmenté et s'est intensifiée.

Le 19 décembre 2024, [Kairos Palestine](#) a publié une déclaration en désespoir de cause. Elle souligne le manque de soutien de l'Église mondiale depuis plus de cinquante ans, et même pendant le génocide en cours. L'organisation cite comme exemple positif une déclaration de l'Église unie du Christ (États-Unis), qui s'inspire du modèle de la *Déclaration théologique de Barmen* contre le national-socialisme dans l'Église et la société. Le premier article de [la déclaration de l'Église unie du Christ](#) se lit comme suit :

« *Nous affirmons* que l'oppression du peuple palestinien qui se poursuit depuis plus de cinquante ans reste une question d'urgence théologique et constitue un péché en ce qu'elle viole le message des prophètes de la Bible tout comme celui de l'Évangile, et que tous les efforts pour justifier l'oppression du peuple palestinien ou lui donner une légitimation par la communauté chrétienne, que ce soit passivement ou activement, par le silence, la parole ou l'action, constituent une violation fondamentale de l'Évangile.

C'est pourquoi nous rejetons l'idée que l'occupation de la Palestine par Israël est un problème purement politique étranger aux préoccupations de l'Église, ou que l'oppression du peuple palestinien est une conséquence inéluctable d'intérêts géopolitiques à l'échelle mondiale ou régionale. » (Nous soulignons.)

Nous remercions le secrétaire général et la modératrice d'avoir publié des déclarations invitant le gouvernement canadien à suspendre ses relations diplomatiques avec Israël, à imposer un embargo sur les armes et à prendre d'autres mesures. Les membres de l'Église ont été invités à prier, à approfondir leur compréhension du conflit et à fournir un soutien financier destiné à l'aide humanitaire à la population de Gaza.

Pourtant, nous constatons que de nombreuses Églises, y compris certaines organisations de l'Église Unie du Canada, croient que Dieu a donné le territoire de Palestine/Israël à Abraham sans condition et que l'État moderne d'Israël s'inscrit dans la continuité de cette promesse biblique. Cette croyance, enracinée dans le sionisme chrétien, renforce les idées fausses sur la façon dont la Bible devrait être interprétée à notre époque et dans notre contexte, et favorise une approche partielle, notamment en ce qui concerne la Palestine et Israël. En outre, elle renforce les conceptions négatives du peuple palestinien et constitue un soutien tacite aux attaques génocidaires et au nettoyage ethnique en cours à Gaza plutôt qu'une véritable réponse chrétienne fondée sur les principes de paix et de justice.

En allant de l'avant avec cette proposition, le Conseil général démontrera que la réponse de l'Église Unie du Canada aux appels de nos partenaires œcuméniques internationaux est ancrée non seulement dans le contexte canadien, mais aussi dans le contexte mondial, en plus de favoriser une approche théologique de la spiritualité profonde, de la vie de disciple dynamique et de la quête audacieuse de justice.

3. Quelle est la recommandation?

1. Que le Conseil général crée un groupe de travail, outre le Comité théologie et relations interconfessionnelles et interreligieuses (CTRII), pour soutenir nos partenaires palestiniens [Global Kairos Palestine](#) et [Sabeel Education and Liberation Theology](#) et collaborer avec eux afin d'élaborer une théologie pour le monde de l'après-Gaza.

(Il faut reconnaître qu'il s'agit d'un mouvement embryonnaire. Il est peu connu parce que la plupart des gens s'intéressent à la crise immédiate causée par le génocide et le nettoyage ethnique actuellement en cours en Palestine. Quelques théologiens internationaux participent maintenant à la discussion et apportent leur contribution.)

- Le groupe de travail demanderait l'autorisation aux partenaires palestiniens d'inviter d'autres Églises intéressées, organisations religieuses, membres de la communauté palestinienne du Canada et groupes interreligieux à participer à l'effort.
- En temps voulu, il sera important pour le groupe de travail de trouver ou d'élaborer des ressources à l'usage des paroisses.

2. En outre, le groupe de travail devrait examiner le document de l'Église Unie intitulé [Rendre un témoignage fidèle](#) et faire rapport au Conseil général concernant la question de savoir si le document, dans sa forme actuelle, contribue à perpétuer un préjugé anti-palestinien au sein de l'Église en raison de son incapacité à discuter des caractéristiques colonialistes d'Israël à la lumière de l'occupation israélienne illégale et du génocide qu'il commet à Gaza. Il s'agit également de savoir si le document contribue à ce que le théologien juif Marc Ellis, aujourd'hui décédé, appelait l'« [accord œcuménique interreligieux](#) », qui pousse les Églises à garder le silence sur l'ethnonationalisme sioniste et l'oppression du peuple palestinien afin d'éviter de paraître antisémites.

4. Contexte

1. Les personnes déléguées ne doivent pas oublier que nos partenaires palestiniens subissent un génocide et gèrent une multitude de crises. Par conséquent, la façon dont ils réagissent et le moment où ils le font peuvent ne pas correspondre aux calendriers ou à nos attentes habituelles.
2. Les conversations que nous avons eues avec [Rifat Kasis](#) de Global Kairos Palestine et [Omar Haramy](#) de Sabeel Jérusalem confirment qu'il s'agit d'une priorité pour leurs groupes et qu'ils souhaitent collaborer avec des partenaires pour élaborer une théologie de l'après-Gaza. Cependant, cette démarche théologique vient d'être amorcée et les personnes déléguées disposent actuellement de peu de documents.
3. Il peut être utile que les personnes déléguées examinent [les principes sur lesquels se fonde le travail de justice de l'Église Unie du Canada](#), qui ont été adoptés en octobre 2023.
4. La Keough School of Global Affairs de l'Université Notre-Dame a publié, sur le blogue *Contending Modernities*, quatre articles sur le thème de [la théologie après Gaza](#).
Note : Actuellement, la personne qui s'exprime le plus publiquement sur la théologie de l'après-Gaza est le [pasteur Mitri Raheb](#), Ph. D. Les autres membres de Global Kairos Palestine et de Sabeel s'intéressent à d'autres travaux stratégiques.
5. Lors des 43e et 44e Conseils généraux, le pasteur Philip Peacock, secrétaire exécutif pour la justice et le témoignage de la Communion mondiale d'Églises réformées, a

rappelé aux personnes déléguées l'importance pour l'Église Unie de ne pas oublier qu'elle est appelée à regarder au-delà de ses préoccupations confessionnelles. Il a souligné que la collaboration avec d'autres communautés chrétiennes devrait nous transformer fondamentalement. Cet appel est particulièrement crucial à la lumière de la situation en Palestine.

6. Sabeel publiera à l'été 2023 un document portant sur la lutte contre l'antisémitisme intitulé [This Is Where We Stand](#) (Notre position). Il a été rédigé en collaboration avec des leaders juifs et musulmans de Palestine et vise à établir une cohabitation pacifique en terre sainte et au-delà. Depuis octobre 2023, l'escalade de la violence à Gaza et partout en Palestine a entraîné une hausse marquée de l'antisémitisme, de l'islamophobie et du racisme anti-palestinien, tant au Canada que dans le reste du monde. Pourtant, Sabeel et Kairos Palestine restent engagés en faveur de la paix et de la justice pour tous les peuples.
7. Kairos Palestine, 19 décembre 2024 : [Appel aux Églises d'Europe : Pourquoi gardez-vous le silence face au génocide?](#)
8. Kairos Palestine, 20 janvier 2025 : [Déclaration de Kairos Palestine sur l'accord de cessez-le-feu à Gaza.](#)
9. Kairos Palestine, 6 février 2025 : [A Betrayal of Justice: Kairos Palestine Rejects Trump's Ethnic Cleansing Proposal and Calls for Global Action](#) (Une violation des principes de justice : Kairos Palestine rejette la proposition de nettoyage ethnique de Trump et lance un appel à l'action mondial) (en anglais seulement)
10. Il est important que les personnes déléguées au Conseil général réfléchissent à l'expérience de celles et ceux qui ont participé à la dernière édition. Plusieurs personnes déléguées ont fait part de leurs préoccupations concernant la manière dont les propositions relatives à la Palestine ont été traitées. Barbara Cairns, déléguée du Conseil régional de Fundy–St. Lawrence Dawning Waters et Linda Scherzinger, déléguée du Conseil régional Bermuda–Nova Scotia écrivent :

« [TRADUCTION] Nous nous souvenons encore, avec une profonde tristesse, du peu d'occasions qu'a eues Omar Haramy de s'exprimer, après que les mesures en faveur de

la justice palestinienne ont été retardées par le Conseil. Il a manifesté sa grande déception et son désespoir face au manque de soutien et à la méconnaissance de la réalité palestinienne. Il nous a mis en garde : “L’année prochaine, il sera trop tard.”

La modératrice l’a rabroué comme s’il avait parlé sans réfléchir, comme si son plaidoyer était gênant et impoli. Nous avons eu honte, nous avons eu le cœur brisé et nous avons été émus aux larmes par la façon dont il a été traité. »

Malheureusement, l’avertissement d’Omar selon lequel il serait trop tard l’année suivante s’est concrétisé alors que nous assistons au génocide en cours à Gaza et à la « gazafication » de la Cisjordanie. En outre, de puissantes forces poussent le gouvernement des États-Unis à donner à Israël le droit d’annexer la Cisjordanie

5. Comment cette proposition nous aide-t-elle à respecter les engagements de notre Église en matière d’équité?

Cette proposition s’appuie sur les principes de justice adoptés par le Conseil général en octobre 2023. Elle permet à l’Église de faire progresser son approche décolonisée de la théologie, sur laquelle reposent notre culte et notre témoignage. Elle donnera l’occasion de faire entendre diverses voix, en particulier celles de nos partenaires internationaux, en reconnaissant que nous sommes façonnés par Dieu et appelés à être solidaires, en particulier avec les personnes marginalisées. Au bout du compte, elle aidera les membres de l’Église Unie du Canada à approfondir leur relation de foi avec Dieu, avec leurs frères et leurs sœurs sur terre, et avec la création.

Pour l’instance transmettant cette proposition au Conseil général :

Veillez sélectionner l’option appropriée et fournir les principaux points de discussion concernant les enjeux transmis au Conseil général :

- En accord
- En désaccord, sans transmission de la proposition au Conseil général
- En désaccord, avec transmission de la proposition au Conseil général

Si vous avez des questions concernant cette proposition, veuillez les transmettre à

GCinfo@united-church.ca

Type de document: [Proposition](#)

General Council: [GC45](#)

Organisme d'origine: [Fundy St. Lawrence Dawning Waters Regional Council](#)